



COMMUNIQUÉ DE PRESSE
Fédération 3977 contre les maltraitements

Paris, le 8 février 2022

**Visite à la Fédération 3977 de Brigitte Bourguignon,
Ministre chargée de l'autonomie**

La Fédération 3977 contre les maltraitements a reçu ce lundi 7 février la visite de Madame Brigitte Bourguignon, Ministre chargée de l'autonomie. Celle-ci a pu se rendre compte directement, en dialoguant avec les écoutantes de la plateforme, des fortes pressions que l'actualité fait peser sur elles, du fait de « l'explosion » des appels de ces derniers jours. Elle s'est informée du contexte révélé par ces appels, notamment des **situations de maltraitements possibles en établissement**.

Cette visite a été l'occasion d'un échange ouvert entre la Ministre, son cabinet, la DGCS, et la Fédération représentée par son bureau et ses salariés.

La Fédération a d'abord été interrogée sur sa capacité à faire face à **l'afflux croissant d'appels** que suscite la mise en cause de groupes d'établissements médico-sociaux privés commerciaux.

Les échanges ont surtout porté sur les suites apportées par la Fédération à chaque alerte :

- Le relais assuré par les **600 bénévoles actifs** dans les centres (Alma ou autres) de la Fédération, systématiquement impliqués ;
- La grande **diversité des situations de maltraitements**, leurs manifestations, leurs mécanismes, et leurs origines : elle rend indispensable une analyse approfondie pour définir les réponses les plus adaptées à chacune ;
- La spécificité des **maltraitements d'origine institutionnelle**, où les professionnels sont souvent indûment mis en cause, alors que les faits de maltraitements sont liés à une crise des ressources humaines, à des moyens matériels, à une insuffisance de management, ou à des directives inappropriées qui s'imposent aux établissements ;
- Les **difficultés de mettre en œuvre ces réponses**, tantôt du fait des réticences des victimes ou de leurs proches, tantôt du fait du positionnement incertain des professionnels, tantôt du fait de la multiplicité, de la complexité, et parfois de l'accessibilité des professionnels, et des partenaires institutionnels sur le terrain.
- Enfin, la **place insuffisante donnée aux résidents et à leurs familles** dans ces situations a été évoquée, en particulier l'information trop rare et les obstacles au fonctionnement des Conseils de Vie Sociale au sein des établissements.

La Fédération 3977 a présenté des propositions à la Ministre pour accompagner la hausse attendue des alertes pour maltraitements, renforcer l'efficacité des suites données aux alertes, et améliorer l'articulation avec les multiples professionnels, services et institutions ayant vocation à intervenir.